

Rencontres semestrielles  
sur les liens entre la Ville et l'Université

# Les Entretiens de Sceaux

SESSION  
INAUGURALE

**mercredi  
5.12.2018**

SALLE ERWIN GULDNER  
HÔTEL DE VILLE  
122 RUE HOUDAN SCEAUX  
DE 8H30 À 10H30

**Ville et  
Université:  
des relations  
à réinventer**



VALLÉE SCIENTIFIQUE  
DE LA BIEVRE

**Les Entretiens de Sceaux, le rendez-vous  
de tous ceux qui concourent  
à la fabrique de la ville universitaire, pour  
activer une relation plus intense et  
plus féconde entre la Ville et l'Université.**

Programme et inscription  
sur [www.lesentretiensdesceaux.fr](http://www.lesentretiensdesceaux.fr)

Les

Entretiens

de

Sceaux

## VILLES ET UNIVERSITÉS, DES RELATIONS À INVENTER

La première édition des Entretiens de Sceaux, coorganisés par l'Association des villes universitaires de France (Avuf) et la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre (VSB), s'est déroulée le 5 décembre à l'Hôtel de Ville de Sceaux.

Sur le thème « Villes et universités, des relations à inventer », cette première rencontre a permis de dresser un panorama des sujets à traiter lors des prochaines éditions.

### UNE PREMIÈRE ÉDITION POUR FIXER UN PROGRAMME DE TRAVAIL

« Ces Entretiens ont pour objectif d'échanger de manière régulière sur la façon dont les villes et les universitaires travaillent ensemble », introduit **Philippe Laurent**, maire de Sceaux, qui accueillait cette première édition. « Notre territoire est très riche en qualité de vie et en présence universitaire. Sceaux accueille près de 10 000 étudiants sur cinq établissements, avec qui la Ville développe des liens importants — signature de conventions, construction de résidences étudiantes, échanges, sédimentation croisée », observe l' élu.

**Sylvie Retailleau**, présidente de l'Université de Paris-Saclay, observe que « les établissements de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont une valeur académique mais ils créent aussi de la valeur en lien avec le monde socio-économique de leurs territoires ». Un de ses objectifs est de « tisser des liens pour la formation continue, en accueillant des starts ups et des acteurs du monde économique et en développant des partenariats ». La mise en commun des moyens permet d'orienter les projets dans un intérêt commun, souligne la présidente.

Appelé à présenter l'Avuf, **François Rio** rappelle que l'association créée en 1993, qui regroupe 81 collectivités locales dont douze franciliennes, organise de nombreuses rencontres entre villes et universités. « Ces rencontres de Sceaux, en lien avec la VSB, cherchent à activer des relations plus intenses et fécondes entre les villes et les universités ». Le délégué général de l'Avuf évoque leur nécessaire régularité « pour nourrir l'action publique locale ». À l'inverse, « certains savoir-faire des collectivités locales peuvent être utilisés par les universités ». Ces rencontres seront dans un premier temps semestrielles. « L'objectif est de lever des freins, faire émerger des désirs communs et construire des relations sur des expériences communes. »

Cette première édition entend ouvrir le panorama des questions à traiter et fixer un programme de travail pour des entretiens réguliers.

VERBATIM

**PIERRE VELTZ**

**« LE TERRITOIRE EST  
LE LABORATOIRE DE L'INNOVATION »**

Après avoir constaté l'évolution de la façon dont la société perçoit les universités, qui ont « un rôle majeur

dans la formation mais aussi dans le développement économique, la création d'emplois et les nouvelles activités », **Pierre Veltz**, spécialiste des dynamiques territoriales et Grand Prix de l'Urbanisme 2017, évoque des sujets d'étude possibles pour les futurs Entretiens et pose quelques éléments de prospective.

Parmi les pistes de travail, « l'aménagement physique des campus reste une question ouverte ». Pierre Veltz estime qu'il est nécessaire de « mettre de la ville dans les campus ou autour pour les faire vivre, des commerces, des bistrotts... ». Autre sujet évoqué : faire que l'université demeure une formation de proximité, ce qui n'est pas toujours le cas, comme pour les Grandes Écoles. Pierre Veltz souligne aussi le poids de l'université dans l'économie de proximité, avec la création d'emplois, les emplois induits, les commerces, l'hôpital... Enfin, « l'université est un moteur d'innovation, de transformation de la société, créateur de valeur, au-delà du local ». L'urbaniste souligne le besoin de « se positionner sur la carte internationale des pôles d'innovation ».

Il faut également se demander « comment ces lieux de production de valeur pourraient se renouveler », commente Pierre Veltz. « Au cours des 50 dernières années, les facteurs de la demande qui tirent la croissance ont beaucoup évolué, avec une forte augmentation, dans le budget des ménages, de la santé, des loisirs et de la culture, de l'éducation et de la mobilité. » Ces évolutions renvoient à des besoins de plus en plus complexes, à la croisée entre besoins individuels et collectifs. « Dans la mobilité, par exemple, l'usage compte autant que la possession mais surtout, on ne sait pas comment fonctionneront les systèmes de mobilité, avec quelle organisation, quels logiciels. Ce ne sont plus seulement les constructeurs et les équipementiers qui sont concernés, mais aussi les Gafa et les villes. Pour la santé, c'est pareil. Il ne s'agit plus juste de soins, mais de prévention, de sport, de bien-être. »

Pour Pierre Veltz, face à ces évolutions, l'innovation doit se faire in situ. « Le territoire est le laboratoire de l'innovation : un laboratoire à l'échelle 1. Les collectivités locales et le monde de la recherche ne sont pas que des partenaires, ils sont des co-producteurs possibles. »

**GILLES ROUSSEL**

**« IL FAUT INTÉGRER L'UNIVERSITÉ  
ET LA SCIENCE DANS  
LES POLITIQUES TERRITORIALES »**

« Le lien entre universités et territoires va au-delà des limites administratives enfermées », commente **Gilles Roussel**, président de l'Université de Marne-la-Vallée et président de la CPU. « Acteurs du développement économique, des transitions numériques et écologiques et des politiques publiques », les établissements universitaires sont aussi « acteurs de la diplomatie européenne et internationale », car ils « attirent les étudiants du monde ».

Gilles Roussel rappelle les transformations qui percutent les universités, confrontées au passage vers l'autonomie avec des ressources réduites, à une démographie universitaire en pleine croissance et en internationalisation, mais aussi à « la crise sur le rapport entre la connaissance et la science ». Dans une société où l'accès à la connaissance est devenu très facile, permettant une montée en puissance des fake news, « il faut remettre la science au cœur des politiques territoriales. C'est essentiel pour nos démocraties ».

Gilles Roussel regrette que les universités soient « souvent oubliées dans les politiques territoriales », surtout « si elles sont en dehors de la ville ». « À la CPU, nous militons

pour travailler au niveau du territoire apprenant, créer des synergies, développer des diagnostics sur les besoins des territoires en matière de formation, miser sur la R&D, sur la science participative, pour intégrer l'université dans les politiques territoriales.»

**PAUL MARSAN**

### « TRAVAILLER À AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES ÉTUDIANTS »

« Au-delà de l'enseignement, les étudiants ont besoin d'une qualité de vie, pour étudier dans de bonnes conditions », affirme **Paul Marsan**, vice-président de la Fage, Fédération des associations générales étudiantes, dont le siège est à Montrouge. Parmi leurs principales préoccupations : « obtenir un logement à proximité du lieu d'études ». Paul Marsan rappelle les tensions sur tout le territoire national : parmi les 2,7 millions d'étudiants, plus de la moitié sont décohabitants et les Crous ne proposent que 175 000 logements. « Les étudiants sont aussi confrontés au problème du coût du logement, avec un système de bourses qui ne répond pas à toutes les attentes. Le logement représente plus de la moitié de leur budget. » Pour proposer des logements à tarifs sociaux en dehors des Crous, la relation entre Ville et Université s'avère importante, souligne-t-il. En outre, les campus « doivent être des lieux de vie, avec des zones de proximité, de restauration, des lieux pour faire du sport, se former et vivre ». « Avec l'évolution du nombre d'étudiants, l'Université ne peut répondre seule à ces enjeux. »

Autre problématique en matière de qualité de vie : la mobilité et les transports. « Sur Paris, le réseau IDF Mobilités travaille pour une offre adaptée aux étudiants, mais ce n'est pas le cas partout. » Le représentant des étudiants propose d'impulser une dynamique dans les territoires pour diversifier l'offre.

Paul Marsan rappelle en outre que « plus de 40% des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté et 23% d'entre eux refusent de se soigner par faute de moyens ». Pour améliorer leur quotidien, des offres d'accès à la santé seraient les bienvenues. En matière d'enjeux, le logement et la précarité étudiante demeurent des problèmes importants qui concerne les universités, les collectivités et l'État.

## DÉBAT

Lors du débat avec la salle, les intervenants ont commenté ces enjeux pour l'éco-système ville-université, en y rajoutant leurs propres suggestions. Les sujets ont beaucoup évoqué l'ouverture de l'université au territoire, d'une part en accueillant d'autres utilisateurs que les étudiants et d'autre part en diffusant davantage la culture scientifique dans la cité.

### L'UNIVERSITÉ FACE À LA « RÉVOLUTION DIGITALE »

Plusieurs intervenants ont évoqué les évolutions induites par la révolution digitale, qui implique de nouvelles façons d'étudier et une nouvelle organisation de l'espace universitaire.

« L'université et l'ensemble des formations supérieures ont fonctionné comme de grosses forteresses au cours des 50 dernières années. La demande de formation continue est beaucoup plus générale et il y a une volonté de la population d'utiliser les ressources des établissements », constate **Martine Benhaïm**, responsable Développement Partenariats à l'EPF École d'Ingénieurs. « Les étudiants abordent leur formation en utilisant internet qui leur offre beaucoup de ressources éducatives. Que peut-on leur apporter de plus ? » Le développement de la Formation tout au long de la vie pose des questions nouvelles. La relation entre l'Université et les étudiants doit être « remodelée », avec « moins de mobilité mais une exigence supérieure ». La nouvelle offre exigerait « des logiciels d'apprentissage à distance sophistiqués » ainsi que « des équipements ouverts plus longtemps, offrant des lieux d'expérimentation plus actifs et accueillant des entreprises ».

### L'UNIVERSITÉ DANS LA CITÉ

« La révolution digitale numérique est un outil extraordinaire de transformation des campus », renchérit **Fabrice Chemla**, vice-président Alliance Sorbonne-Université. Elle permet notamment de s'interroger sur le lien entre l'université, les sciences et la culture, « qui touche aussi les territoires ». Selon lui, les universités doivent notamment s'ouvrir aux collègues et valoriser leurs activités muséales. « Les efforts de Sorbonne Université en la matière ont longtemps été ignorés par les acteurs des territoires, mais nous allons ouvrir la Maison des mathématiques. »

« Depuis quelques années, les universités ont pris conscience de leur responsabilité à former des citoyens et pas seulement des étudiants », rebondit **Sylvie Retailleau**. « Elles ont un rôle politique dans la science participative et dans la chaîne de l'enseignement, du primaire au supérieur, en lien avec les collectivités locales, les associations... » L'Université Paris-Saclay a ainsi mis en place le projet Diagonale Paris Saclay, qui porte une mission d'initiation et de sensibilisation aux sciences. La présidente évoque par ailleurs le rôle des bibliothèques, « lieux des villes très importants pour apprendre à partager et à travailler ». Dans l'université, les bibliothèques sont ouvertes aux lycéens, et « nous recevons des demandes d'industriels qui veulent avoir accès à nos outils ». « Plus on se met ensemble, plus on a de moyens », conclut-elle.

Ce sujet de la « fertilisation croisée » intéresse aussi **Patrice Pattée**, adjoint au Maire de Sceaux, qui évoque l'importance de « créer des lieux où on peut se croiser sans raisons particulières ». Outre l'ouverture des bibliothèques à un public varié, l'intervenant cite la création d'un « lieu éphémère » dans le cadre du projet de préfiguration du centre de Sceaux, « lieu d'animations urbaines, de rencontres improbables, inter-générationnelles, entre voisins... qui permet des échanges », dont pourraient s'inspirer les universités.

En matière d'occupation, **Philippe Laurent** évoque l'expérience des « pays du Nord où, dans les écoles, il y a des lieux préservés pour l'enseignement, mais le reste est commun, ouvert aux familles le week-end ». En France, « les écoles ne sont occupées que 15% du temps. Nous devons évoluer, pour mieux occuper les locaux qui existent. »

**Richard Domsps**, vice-président de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre en charge de la politique de la ville et de la rénovation urbaine, souligne qu'il est également important de « redorer le statut de la science dans les quartiers en politique de la ville », peut-être « en lançant des actions avec les comités de quartier ».

Les universités doivent aussi agir « pour se positionner au niveau international » en développant, par exemple, les échanges d'étudiants avec des villes jumelles, propose **Stéphanie Deveze-Delaunay**, directrice juridique à l'université de Montpellier 3.

### LES ÉTUDIANTS DANS LA VILLE

En matière de porosité, quelques interventions sont revenues sur la place des étudiants dans la ville. **Yasmine Boujdjenah**, première adjointe au maire de Bagneux, ville voisine de Sceaux, aimerait une réflexion sur la participation des étudiants à la vie de la cité. Ils « font des stages ou produisent des études sur l'urbanisme, la mobilité, l'habitat. C'est intéressant pour eux et pour nous. » L'élue suggère « d'inventer des relations intergénérationnelles, d'inciter les étudiants à contribuer à des activités citoyennes, faire du soutien scolaire, soutenir les anciens, des interventions qui font partie de la formation et dont on a besoin dans nos villes. »

**Florian Prussak**, du CNOUS, souligne l'importance de tous les « espaces de sociabilisation » en matière de « formation entre pairs et de justice sociale ». Selon lui, « un étudiant qui fréquente un resto U a 40% de chances en plus de réussir ses examens car, entre étudiants, ils échangent leurs cours, leurs inquiétudes, ils apprennent à être étudiants. » En matière de logement, il relève que le rôle des maires et de la collectivité est fondamental, en particulier la volonté politique. « Il existe une métropole universitaire où pas un permis de construire n'a été délivré depuis 20 ans pour une résidence universitaire parce que les élus ne veulent pas d'étudiants. Il faut faire évoluer les mentalités. »

« L'expérience d'une résidence développée à Créteil en partenariat avec l'Université et le CFA, dédiée au public des apprentis, a permis à certains jeunes de compléter leur licence ou leur master en IDF, c'est une offre indispensable à leurs études », commente **Stéphane Dulon**, de Résidétape. Il estime qu'« il faut réfléchir à une offre qui s'adapte à la mobilité des parcours des étudiants, concevoir des logements abordables avec un accompagnement pour lutter contre l'isolement et accomplir les démarches administratives ». Il précise que l'on pâtit trop, dans la production du logement, d'un fonctionnement « en silo », inadapté aux réalités et aux parcours de vie des étudiants.

### CONSERVER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

En matière de lien entre les territoires et les organismes qui travaillent avec les universités, « il ne faut pas oublier que les acteurs de la recherche et de la R&D ne sont pas amenés à rester sur place », remarque **Anne Flüry-Hérard**, directrice de l'Institut de recherche du Commissariat à l'Énergie Atomique à Fontenay-aux-Roses. Les collectivités locales devraient « travailler à l'attractivité du territoire pour ces acteurs, comme aux partenariats entre les entreprises et les centres de recherche ; c'est une réflexion qui pourrait être menée lors des futurs Entretiens ».

### TRAVAILLER SUR LES FREINS À L'ÉVOLUTION

Réagissant à l'intervention sur l'évolution des espaces, **Pierre Veltz** regrette « le retard paradoxal des universités par rapport à l'évolution des espaces de travail ». « Nous constatons, dans les programmations en immobilier d'entre-

prise, de nouvelles formes d'espaces, des tiers lieux avec des utilisations flexibles, une tendance à la dé-spécialisation, tandis que l'Université continue à programmer de grands bâtiments de recherche très conservateurs. » Selon l'urbaniste, « l'Université est prise dans des logiques de programmation et de normes ainsi que des problèmes de coûts. Les résidences universitaires sont loin des locaux d'études et elles n'ont pas assez d'espaces collectifs. Il faudrait être plus imaginatifs. »

**Sylviane Bourguet**, directrice de développement de l'Épaurif, évoque les « difficultés au quotidien pour traduire spatialement les ambitions des universités, en matière de normes et de réglementation ». Celles-ci proviennent à la fois de l'État et des collectivités locales, qui « empêchent, par leurs documents d'urbanisme, d'innover en matière d'aménagement et d'immobilier ». La directrice suggère, à travers les Entretiens, de « faire passer un message pour laisser plus de place à l'innovation sur les sites universitaires ».

Dans le territoire du Grand Besançon, où une plateforme a été créée entre les universités et les partenaires économiques pour « fabriquer des projets ensemble », **Dominique Schauss**, vice-président de l'Agglomération en charge de l'enseignement et de la recherche, évoque « un grand problème dans la capacité de l'Université à construire un projet ». « Des moyens considérables ont été mis en place avec la Région pour réhabiliter le campus et construire des équipements, tels qu'une grande bibliothèque universitaire. Mais l'université n'est pas équipée pour construire un projet, en termes de ressources humaines, de culture, d'organisation, encore moins quand elle veut utiliser les outils à sa disposition. Elle a besoin d'interroger le Préfet qui renvoie la demande au Rectorat, elle ne peut pas emprunter, ne peut pas investir de fonds propres sans l'autorisation d'un nombre important d'intervenants... Il y a de la bonne volonté mais une espèce d'empêchement. C'est un problème récurrent. Pour faire vivre l'eco-système, il faudrait le dépoussiérer. »

**Gilles Roussel** renchérit : « on se bat à la CPU pour être reconnus dans notre capacité à prendre en charge les emprises foncières, les utiliser, avoir leur complète maîtrise et aussi pour avoir le droit d'emprunter. Mais le sujet de fonds est que l'État ne nous fait pas confiance. » **Sylvie Retailleau** précise que la LRU prévoit, dans le cadre de la dévolution de patrimoine, que les moyens reviennent à l'université. Cependant, « il faut les leviers qui vont avec la dévolution, l'accompagner par la possibilité d'emprunter et la possibilité de gérer. Il faut faire évoluer les contraintes pour pouvoir assumer notre autonomie. »

**Stéphanie Deveze-Delaunay** évoque aussi le problème de la clause de compétence générale des collectivités locales et le principe de spécialité de l'université, « qui doit se battre pour implanter une bibliothèque ». Autre frein évoqué : « certains maires ne s'intéressent pas à l'Université parce que les étudiants ne sont pas des électeurs locaux, les Universités sont vues comme des implantations de l'État ».

**Philippe Maffré**, sous-préfet d'Antony, suggère, en matière de méthode, de « réfléchir aux échecs, à ce qui ne fonctionne pas ». « À l'image des Grandes Écoles qui n'ont aucun lien avec leur environnement, comme HEC à Jouy-en-Josas, la nouvelle cité universitaire ouverte à Antony n'a aucun lien avec son environnement depuis sa réouverture. Pourquoi cette absence de relations perdure-t-elle ? Comment faire mieux ? »

En matière de méthode, **Richard Domps** suggère de « créer des groupes de travail avec des pilotes forts, pour transformer les idées en actions concrètes ».

**JEAN-YVES LE BOUILLONNEC****« RENDRE POSSIBLE  
LES ÉVOLUTIONS »**

Pour conclure le débat, **Jean-Yves Le Bouillonnet**, président de la Conférence des projets de la VSB, se félicite de ces Entretiens qui permettent de créer du lien « *par le dialogue et l'échange* ». « *La VSB a lancé cette démarche pour ouvrir des débats avec l'ensemble des collectivités, avec des villes qui ont une réalité universitaire mais aussi avec d'autres, comme Bagneux, qui participe au processus du campus urbain. En la matière, la limite territoriale de la ville n'a plus aucun sens.* »

L'élu conclut que le plus important pour les acteurs du territoire est de travailler « *dans une démarche de confiance et de proximité* » et que l'État doit « *rendre possible les évolutions, ne pas figer les choses* ».

**LES PROCHAINS ENTRETIENS  
SONT FIXÉS AU****4.6.2019**

**Les Entretiens de Sceaux** sont un cycle de rencontres semestrielles destiné à tous ceux qui s'intéressent à la place de l'université dans la ville et qui, dans cet objectif, agissent, initient, portent ou accompagnent des projets.

L'aménagement des campus, leur insertion urbaine et l'exploitation de toutes les potentialités que recouvrent les interrelations entre ville et université, aux plans urbain, social et économique, posent des questions spécifiques et mobilisent de très nombreux acteurs.

Les Entretiens de Sceaux leur sont destinés, qu'ils interviennent en Île-de-France ou au-delà, au sein des structures de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des collectivités territoriales, des opérateurs urbains ou des associations locales.

Pour chacun, les Entretiens de Sceaux représentent un moment de rencontres, d'activation de réseau et de réflexion commune ; ils constituent un temps d'information, de retour d'expérience sur les bonnes pratiques et les projets innovants... en bref, un espace de ressourcement et de renforcement.

**PROGRAMME ET  
INSCRIPTION**  
[lesentretiensdesceaux.fr](http://lesentretiensdesceaux.fr)



**Les Entretiens de Sceaux** sont coorganisés par la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre et l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).



En partenariat avec la ville de Sceaux.

